

Dans le cadre du congrès des 21 et 22 février prochains, il nous semble important de faire le point sur les contextes politique, social et militant afin de prendre des décisions éclairées sur la forme et le fond de la lutte à mener. Avant de se lancer corps et âme dans un long affrontement, il faut prendre le temps de s'arrêter pour réfléchir ensemble et étudier la route qui se trouve devant nous.

Voici donc quelques réflexions préliminaires sur ce qui nous attend pour le printemps et pour la suite des choses.

Depuis la fin de la grève de 2012, c'est entre autres grâce au travail de l'ASSÉ que l'enjeu de l'austérité économique a pris une telle place dans la sphère politique québécoise. Il y a quelques années, un tel enjeu n'aurait pas suscité autant d'intérêt. Nous devons nous réjouir que cette analyse radicale commence à se répandre à l'extérieur de nos cercles militants. L'escalade des moyens de pression dans la lutte contre l'austérité a débuté il y a deux ans et il faut poursuivre cette escalade au rythme de la mobilisation. Il est donc essentiel que les mandats reflètent à la fois les aspirations politiques des associations membres et l'état réel de la mobilisation.

La campagne annuelle de l'ASSÉ pour l'année 2013-2014 sommait le gouvernement d'aller chercher les revenus de l'État chez les plus riches. Force est de constater que ces demandes n'ont pas été prises en compte lors du dépôt du budget et qu'au contraire c'est en coupant dans les services publics que les Libéraux ont décidé d'aller chercher de l'argent. En congrès annuel, prévoyant les impacts que ces compressions allaient occasionner, les associations membres ont donc choisi qu'il fallait que la campagne 2014-2015 s'articule autour de la sauvegarde des services publics et contre la surexploitation des ressources naturelles.

Considérant qu'il s'agit en quelque sorte de la poursuite de la même campagne que l'année précédente, il nous semble important que le ton change. Nous ne pouvons pas tout simplement répéter année après année notre opposition aux mesures idéologiques de l'État. Il faut montrer que nous en avons assez de ne pas être entendu-e-s et constater comment les initiatives populaires ou syndicales – comme les Comités Printemps 2015, les tables intersyndicales, le collectif Refusons l'austérité, la Coalition Main Rouge, la Coalition du 1^{er} Mai 2015 initiée par SITT/IWW – se multiplient et commencent à appeler à une éventuelle grève sociale. Les manifestations du 31 octobre et du 29 novembre dernier ont su rassembler des dizaines de milliers de personnes sous un message clair et commun: non à l'austérité. Pour une grande partie de la population, la pertinence de contester est de plus en plus évidente.

Le mouvement étudiant est le seul regroupement de travailleurs et de travailleuses qui dispose de la possibilité d'accomplir des grèves politiques, les syndicats ne pouvant faire

grève de manière légale qu'en période de négociation de leur convention collective. Il est donc possible pour nous d'entrer en grève en soutien avec d'autres groupes dès que ceux-ci seront prêts. Plus que jamais il faudra être solidaires. Nous ne faisons plus seulement face à des mesures qui touchent le milieu de l'éducation, mais à un ensemble de mesures qui ont pour objectif de transformer profondément la société québécoise. De plus, les négociations des conventions collectives sont un moment important pour les salarié-e-s de la fonction publique québécoise; nous avons la possibilité de lutter en appui avec eux et elles. Cette lutte ne sera ni ponctuelle, ni exclusivement locale. Il faut être capable de la mener conjointement avec des personnes de tous les milieux et potentiellement pendant très longtemps.

Présentement, plusieurs raisons nous poussent à croire que les syndiqué-e-s de la fonction publique pourraient faire grève: face aux offres patronales ridicules et à l'arrogance du gouvernement, la riposte s'organise dans plusieurs milieux. Malgré tout, force est de constater que si les syndiqué-e-s décident de se lancer dans un mouvement de grève générale, il est peu probable que celui-ci se déploie au printemps; nous insistons néanmoins pour dire que cette possibilité reste en place. Des enjeux logistiques et certaines lourdeurs structurelles font en sorte que même dans les groupes les plus mobilisés (comme la Coalition Main Rouge), la lutte est encore en préparation. N'oublions pas qu'il s'agit bel et bien d'une lutte populaire : elle ne nous appartient pas à nous seul-e-s. Pour l'instant nous devons continuer de nous inspirer de l'esprit de solidarité dans lequel la lutte a été menée cet automne : étudiants étudiantes, travailleurs travailleuses, même combat.

La grève générale illimitée (GGI) est le dernier recours dont disposent le mouvement étudiant et la société pour faire reculer le gouvernement. Elle implique de tenter le tout pour le tout puisqu'elle dure en principe jusqu'à la victoire. Une GGI peut donc s'avérer particulièrement épuisante pour les militants et militantes et avoir des effets démobilisateurs a posteriori. En ce sens, il faut réellement s'assurer que tout le monde est prêt à se lancer dans le mouvement et qu'il n'est ni possible, ni souhaitable de faire marche arrière.

À partir des différents états de la situation sur les campus cet automne et cet hiver, nous croyons qu'appeler à une intensification de la pression – par des journées de grève, des manifestations et des actions – serait davantage mobilisateur pour l'ensemble des associations étudiantes ce printemps. Ce plan d'action inclurait aussi bien les associations membres désirant partir en grève plusieurs jours, voire des semaines et celles envisageant une journée de grève pour la manifestation du 2 avril. Dans cette perspective, des mandats de solidarité intersyndicale sur les campus nous semblent pertinents afin de lutter conjointement avec les autres syndicats locaux.

La manifestation nationale du 2 avril s'avère donc être une date importante dans la mobilisation de ce printemps. C'est pour cette raison que nous souhaitons proposer que celle-ci soit posée comme un ultimatum au gouvernement. Face à autant de mépris et de sourde oreille, nous nous devons d'avertir le gouvernement que si le budget 2014-2015 ne met pas de l'avant un réinvestissement massif dans tous les services publics au Québec, nous tâcherons de lui démontrer la force du mouvement en multipliant les moyens de pressions au cours des prochains mois et de la prochaine année.

Enfin, suite au dépôt du budget et à l'ultimatum du 2 avril, il sera important de faire le point sur la situation. Nous prévoyons donc qu'il sera nécessaire de tenir un congrès dans les plus brefs délais en laissant évidemment le temps aux associations de se prononcer en assemblée générale. En prévoyant d'avance que ces assemblées se tiendront dans la semaine du 6 avril, il devrait être possible de tenir un congrès les 11 et 12 avril. Le congrès annuel qui se tiendra les 25 et 26 avril est, quant à lui, déjà très chargé et nous pensons qu'il est nécessaire de tenir un congrès supplémentaire, afin de statuer sur l'état de la mobilisation.

Pour toutes ces raisons nous proposons donc, dès le congrès des 21 et 22 février prochains :

Que la manifestation du 2 avril soit posée comme un ultimatum au gouvernement et que l'ASSÉ appelle à la grève pour cette journée;

Advenant le cas que le budget 2015-2016 ne mette pas de l'avant un réinvestissement massif dans tous les services publics, que l'ASSÉ appelle à la poursuite de l'escalade des moyens de pression jusqu'à une éventuelle grève générale illimitée, contre les mesures d'austérité et pour un réinvestissement massif dans tous les services publics.

Que l'ASSÉ appelle à compter du 23 mars à des mobilisations multiples et intensives au niveau local, incluant des journées de grève, d'actions et de manifestations.

Que l'ASSÉ appelle les associations étudiantes à adopter des mandats de solidarité intersyndicale sur les campus.

Que l'ASSÉ invite les autres associations étudiantes, acteurs et actrices du milieu de l'éducation à en faire de même.

Que l'on convoque un congrès de l'ASSÉ les 11 et 12 avril 2015.